

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

VERSION EN VIGUEUR A PARTIR DU 1ER JANVIER 2025

Les présentes conditions générales de vente (ci-après « CGV ») sont applicables à l'ensemble des ventes de produits standards (ci-après « Produits ») par OSRAM Lighting (ci-après « OSRAM ») à un client professionnel (ci-après « l'Acheteur »). Il est précisé que les présentes CGV ne s'appliquent pas aux ventes de Produits accompagnées de la fourniture de prestations de services par OSRAM à l'Acheteur.

Toute commande de Produits implique, l'acceptation sans réserve par l'Acheteur et son adhésion pleine et entière aux présentes CGV, sauf accord dérogatoire écrit et préalable entre les parties.

Les présentes CGV prévalent sur tout autre document de l'Acheteur et, notamment sur toutes conditions générales d'achat, sauf accord dérogatoire écrit et préalable entre les parties.

Tout autre document que les présentes CGV et notamment catalogues, prospectus, publicités, notices, n'a qu'une valeur informative et indicative, non contractuelle.

1. Devis – Commandes

1.1 Lorsqu'un devis est préalablement établi à la commande, il n'est valable que pour une durée de trois mois à compter de sa date.

1.2 Le contrat est conclu à l'émission de la confirmation écrite de la commande de l'Acheteur par OSRAM ou, à défaut à l'expiration d'un délai de trois jours ouvrés suivant la réception de la commande de l'Acheteur par OSRAM. A toutes fins utiles, il est rappelé que l'accusé de réception de commande ne vaut pas acceptation par OSRAM.

Dès réception de la commande de l'Acheteur par OSRAM, les termes de la commande transmise à OSRAM sont irrévocables pour l'Acheteur, sauf acceptation écrite de la part de OSRAM des modifications ultérieures apportées par l'Acheteur à la commande. Dans cette hypothèse, OSRAM se réserve le droit de facturer à son client les frais déjà engagés par elle pour traiter la commande initiale. Les délais initialement convenus ne pourront pas être respectés.

1.3 L'Acheteur précise clairement dans la commande, pour chaque type de Produit commandé, sa référence et son code EAN.

2. Prix

2.1 Les Produits sont fournis au barème en vigueur au jour de l'émission de la commande de l'Acheteur. Les commandes de Produits pour lesquelles le barème ne peut s'appliquer, sont précédées d'un devis.

2.2 Les prix s'entendent hors taxes

2.3 Les prix des sources et des luminaires ménagers ne tiennent pas compte de l'éventuel impact économique de l'obligation faite par les articles R 543-172 et suivants du Code de l'environnement aux producteurs d'équipements électriques et électroniques d'organiser la collecte et le recyclage des déchets issus de ces équipements. Les prix des autres Produits destinés aux professionnels affectés par cette réglementation incluent cet impact économique.

2.4 Les prix s'entendent transport jusqu'au lieu de destination convenu d'un commun accord entre les parties et emballage compris pour toute commande à livrer en France métropolitaine (hors Corse), d'une valeur égale ou supérieure à 650,- € HT.

2.5 Les commandes font l'objet des frais complémentaires cumulatifs suivants :

<i>Commandes inférieures à 650,- € HT</i>	<i>Frais de port et d'emballage 50,- € HT</i>
<i>Commande hors carton complet (déconditionnement)</i>	<i>Frais de carton rompu 10,- € HT/carton</i>
<i>Livraison expresse</i>	<i>Selon barème OSRAM avec un minimum de 22,- € HT</i>
<i>Livraisons sur chantier ou à un tiers</i>	<i>Participation aux frais de port 75,- € HT</i>
<i>Commande passée par un autre moyen de communication que le site internet www.xchange.osram.com</i>	<i>Frais de traitement de la commande 25,- € HT</i>

3. Paiement

3.1 Les factures sont payables au lieu du siège social de OSRAM par prélèvement, virement ou lettre de change relevée directe en banque sauf accord dérogatoire écrit et préalable entre les parties.

3.2 Sauf dispositions légales impératives contraires, les factures sont payables dans un délai de 45 jours fin de mois à compter de la date d'émission de la facture, délai expirant

à la fin du mois au cours duquel ces 45 jours se terminent.

3.3 La compensation n'est admise qu'en cas de dettes certaines, liquides et exigibles ayant fait l'objet d'une facturation conforme à la réglementation applicable ; les avoirs sont compensés à réciprocité d'échéance.

3.4 OSRAM ne consent aucun escompte pour paiement comptant ou à une date antérieure à celle de règlement figurant sur la facture.

Toute somme non payée à l'échéance donnera lieu au paiement par l'Acheteur de plein droit à compter du jour suivant la date de règlement figurant sur la facture, de pénalités fixées à trois fois le taux d'intérêts légal. Ces pénalités sont exigibles sans qu'un rappel ne soit nécessaire. Par ailleurs une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40,- € est due de plein droit et sans notification préalable pour tout retard de paiement ; une indemnisation complémentaire pourra être exigée lorsque les frais de recouvrement sont supérieurs à ce montant.

Le retard de paiement déclenche également la déchéance du terme pour les sommes non encore échues.

En cas de non-paiement d'une facture après échéance, OSRAM se réserve, et ce sans que l'Acheteur puisse prétendre à une quelconque indemnité pour quelque raison que ce soit, le droit de :

- suspendre l'exécution de la commande à laquelle se rapporte la facture concernée par le retard de paiement ;
- suspendre l'exécution de toute autre commande en cours dès lors qu'il est manifeste que l'Acheteur ne s'exécutera pas à l'échéance ;
- mettre en œuvre la clause de réserve de propriété stipulée à l'article 6 des présentes CGV ;
- à l'expiration d'un délai de 30 jours après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, d'exécuter son obligation de paiement, restée infructueuse, (i) de notifier à l'Acheteur par une nouvelle lettre recommandée avec accusé de réception, la résolution du ou des contrats de vente nés de la ou les commandes dont le paiement n'est pas intervenu à l'expiration de ce délai et/ou, (ii) de refuser toute nouvelle commande de l'Acheteur.

3.5 L'Acheteur est seul responsable de la fixation et de la publicité de ses prix de revente dans le cadre de la réglementation en vigueur.

4. Livraison

4.1 La livraison des Produits est effectuée par la délivrance du Produit à l'Acheteur ou au destinataire, s'il est différent de l'Acheteur, sur le site indiqué dans la commande, avant décharge.

4.2 Il est admis de convention expresse entre OSRAM et l'Acheteur et par dérogation aux dispositions de l'article 1342-4 du Code civil, qu'une livraison partielle des Produits commandés est valable et que l'Acheteur ne peut pas refuser de prendre une livraison partielle.

4.3 OSRAM se réserve la possibilité de livrer dans un conditionnement de remplacement, différent de celui commandé. Dans ce cas, ce changement est mentionné sur le bulletin de livraison ou fait l'objet d'une information directe à l'Acheteur.

4.4 Les délais de livraison courrent à compter de la conclusion du contrat telle que définie à l'article 1.2 des présentes CGV. Les délais de livraison sont donnés à titre informatif et indicatif. En cas de retard de livraison totale ou partielle OSRAM décline toute responsabilité, et l'Acheteur déclare renoncer, par avance, à demander la résolution judiciaire du contrat ayant pour objet les Produits concernés par le retard et ne peut, sans accord express de OSRAM :

- par dérogation à l'article 1226 du Code civil, provoquer ou prétendre à la résolution du contrat ayant pour objet les Produits concernés par le retard (sans préjudice du cas visé à l'art. 12.1 des présentes CGV) ou, par dérogation aux articles 1219 et 1220 du Code civil, refuser d'exécuter ou suspendre l'exécution de sa propre obligation de paiement du prix selon les conditions de paiement qui ont été convenues entre les parties ;
- prétendre à des dommages et intérêts ou à des pénalités ;
- par dérogation à l'article 1223 du Code civil, demander au juge ou notifier à OSRAM une réduction proportionnelle du prix. »

4.5 Le transfert des risques sur les Produits s'effectue à la livraison, telle que définie à l'article 4.1 des présentes CGV, avant décharge.

Néanmoins, afin notamment de ne pas faire perdre à OSRAM la possibilité d'agir à l'encontre du transporteur, il appartient à l'Acheteur (ou au destinataire, s'il est différent de l'Acheteur) :

- de vérifier, au moment de leur réception, l'état et la quantité des Produits en procédant, si besoin, en présence du transporteur, à l'ouverture de tout colis dont l'aspect serait douteux ; et
- de formuler, en cas d'avarie ou de manquant, des réserves précises sur le récépissé de transport en

- spécifiant la nature et l'importance du dommage (bruit de casse, colis endommagé, mouillures, colis manquant, etc.) ; et
- de confirmer ces réserves par lettre recommandée adressée au transporteur et à OSRAM dans les trois jours non compris les jours fériés suivant la réception.

La non-observation de ces formalités empêche toute action contre OSRAM et/ou le transporteur. Des réserves imprécises ou de caractère systématique, telles que « sous réserve de contrôle quantité et qualité » apposées sur le récépissé de transport, sont insuffisantes et ne pourront être suivies d'effet.

En cas de vice apparent ou en cas de non-conformité des Produits livrés, l'Acheteur ne pourra demander que le remplacement des Produits viciés ou non conformes et/ou le complément à apporter pour combler la livraison.

L'Acheteur ne pourra, sans l'accord exprès d'OSRAM :

- par dérogation à l'article 1226 du Code civil, provoquer ou prétendre à la résolution du contrat ayant pour objet les Produits non livrés ou non conformes ou, par dérogation aux articles 1219 et 1220 du Code civil, refuser d'exécuter ou suspendre l'exécution de sa propre obligation de paiement du prix selon les conditions de paiement qui ont été convenues entre les parties ;
- prétendre à des dommages et intérêts ou à des pénalités ;
- par dérogation à l'article 1223 du Code civil, notifier à notre société ou demander au juge une réduction proportionnelle du prix.

5. Retours

Aucun retour de Produits ne pourra être effectué par l'Acheteur sans l'accord écrit préalable de OSRAM. Aucun retour ne sera autorisé pour des Produits ne figurant pas au barème en vigueur. L'Acheteur sollicite l'autorisation de retourner les Produits au Service Clients dont il dépend. Si le Service Clients concerné accepte le retour, les modalités du retour seront définies d'un commun accord entre OSRAM et l'Acheteur. En tout état de cause, les Produits devront être retournés dans l'état dans lequel ils ont été livrés, seuls des cartons complets pourront être retournés et aucun Produit en vrac ne pourra être retourné.

6. Clause de réserve de propriété

6.1 Les produits livrés à l'acheteur restent la propriété de OSRAM jusqu'au paiement intégral du prix de vente en

principal et accessoires.

6.2 En cas de non-paiement des factures aux échéances convenues, OSRAM pourra exiger la restitution immédiate des produits non intégralement payés, et ce aux frais et risques de l'acheteur. Tout acompte déjà versé par l'acheteur restera acquis à OSRAM à titre de pénalités, sans préjudice de toutes autres actions que OSRAM serait en droit d'intenter à l'encontre de l'acheteur du fait du non-paiement de l'intégralité du prix.

6.3 Ces stipulations ne font pas obstacle au transfert à l'acheteur, dès la livraison des produits, des risques de perte et de détérioration des produits vendus ainsi que des dommages qu'ils pourraient occasionner. Aussi, l'acheteur doit, à compter de la livraison des produits vendus, à ses frais, souscrire une assurance couvrant les Risques susmentionnés

7. Garanties contractuelles

7.1 En sus des garanties légales, certains Produits vendus par OSRAM sont couverts par une garantie contractuelle offerte par le fabricant desdits Produits. La liste des Produits bénéficiant d'une garantie contractuelle figure sur le barème en vigueur. La durée et les conditions de la garantie contractuelle offerte par le fabricant sur certains Produits peuvent être consultées sur le site internet dédié auxdits Produits.

7.2 La garantie contractuelle du fabricant, stipulée à l'article 7 des présentes CGV, bénéficie au seul Acheteur (tel que défini dans le préambule des présentes CGV) du(es) Produit(s) concerné(s) par la garantie (sauf cas spécifiques indiqués sur le site internet dédié aux Produits), sans limitation géographique, sous réserve du respect des modalités de mise en œuvre de ladite garantie. Toute transmission de la garantie contractuelle, stipulée à l'article 7 des présentes CGV, à d'éventuels sous-acquéreurs du(es) Produit(s) concerné(s) par la garantie est strictement exclue. En tout état de cause, OSRAM est l'interlocuteur du bénéficiaire de la garantie contractuelle offerte par le fabricant.

7.3 La garantie contractuelle du fabricant ne s'applique qu'en cas de défaut de fabrication ou de matériau affectant le(s) Produit(s) vendu(s) par OSRAM qui aura été reconnu comme tel par OSRAM et/ou le fabricant dans les conditions de l'article 7.6 des présentes CGV.

7.4 Sont exclus de la garantie contractuelle du fabricant :

- tout dommage lié au non-respect des instructions de stockage, d'installation, d'utilisation et d'entretien ;
- tout dommage lié au non-respect des normes

- applicables ou de l'état de l'art ;
- tout dommage lié à l'intervention d'un tiers ;
- tout dommage imputable à une cause étrangère au Produit ;
- tout dommage lié à l'usure normale du Produit due à son utilisation dans des conditions normales.

7.5 S'agissant des Systèmes de marque OSRAM, la garantie ne s'applique que si la Source de marque OSRAM est alimentée par un appareil adapté de marque OSRAM.

7.6 Le bénéficiaire de la garantie contractuelle offerte par le fabricant qui souhaite mettre en œuvre ladite garantie, adresse à OSRAM (sauf cas spécifiques indiqués sur le site internet dédié aux Produits) dans les meilleurs délais par écrit une demande de mise en œuvre de la garantie contractuelle, précisant le défaut qui affecte le(s) Produit(s). La demande devra être accompagnée de la facture d'achat du(es) Produit(s) concerné(s). Après validation de la demande par OSRAM, celle-ci informera le bénéficiaire de la garantie contractuelle s'il y a lieu que celui-ci mette à disposition le(s) Produit(s) en cause. OSRAM indiquera dans ce cas au bénéficiaire de la garantie contractuelle les modalités de retour du(des)dit(s) Produit(s).

7.7 Si l'examen du(des) produit(s) par OSRAM / le fabricant fait apparaître que la garantie contractuelle offerte par le fabricant s'applique, le(s) Produit(s) sera(ont), au choix du fabricant, remis en état, remboursé(s) ou échangé(s) contre un Produit identique ou équivalent du Produit. La garantie contractuelle offerte par le fabricant n'ouvre, en revanche, pas droit pour le bénéficiaire de la garantie à quelques dommages et intérêts que ce soit.

Si l'examen du(des) Produit(s) par OSRAM / le fabricant fait apparaître que la garantie contractuelle offerte par le fabricant ne s'applique pas, les parties conviendront d'un commun accord du sort du(des) Produit(s) concerné(s).

7.8 Les frais de transport aller et retour du(des) Produit(s) sont pris en charge par OSRAM / le fabricant dans le cas où l'examen du(des) Produit(s) par OSRAM / le fabricant fait apparaître que la garantie contractuelle s'applique.

7.9 Les frais secondaires (démontage, déplacement, installation, ...) ne sont en aucun cas pris en charge au titre de la garantie contractuelle.

7.10 En tout état de cause la garantie contractuelle ne saurait libérer OSRAM / le fabricant de ses obligations au titre de la garantie des vices cachés conformément aux articles 1641 et suivants du Code civil

8. Garantie du fait des produits défectueux

Dans le cadre des articles 1245 à 1245-17 du Code civil, seule la responsabilité du producteur peut être recherchée du fait des produits défectueux. En tout état de cause, la responsabilité du fait des produits défectueux est exclue pour les dommages éventuellement causés par les Produits fournis par OSRAM à des biens à usage principalement professionnel.

9. Pièces détachées

OSRAM informe l'Acheteur du fait qu'il n'existe pas de pièces détachées au sens de l'article L111-4 du Code de la consommation pour les Produits destinées aux utilisateurs finaux consommateurs.

10. Responsabilité

10.1. En cas d'inexécution par OSRAM de l'une quelconque de ses obligations contractuelles, toute action en responsabilité contre OSRAM se prescrit dans le délai d'un an à compter du jour où l'Acheteur a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer.

10.2. La responsabilité de OSRAM ne pourra être engagée que pour le seul dommage dont OSRAM est directement à l'origine, sans aucun engagement solidaire ou *in solidum* avec les éventuels tiers ayant concouru au dommage.

La responsabilité de OSRAM est exclue, sous réserve des dispositions légales impératives, en cas de dommage indirect, en cas de dommage consécutif et / ou en cas de dommage immatériel, tel que la perte de revenu, la perte de gain, la perte d'exploitation, la perte de production, le coût financier, la perte de commande, un trouble commercial quelconque, et tout autre préjudice commercial ou financier ... l'Acheteur renonçant tant en son nom qu'au nom de ses assureurs à tout recours contre OSRAM et ses assureurs.

En tout état de cause, la responsabilité de OSRAM est, sous réserve des dispositions légales impératives, quelle que soit la nature du dommage et quel que soit le manquement (fait génératrice de responsabilité) allégué par l'Acheteur, limitée à 10 % du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par OSRAM avec l'Acheteur au cours des douze mois précédents la conclusion du contrat telle que définie à l'article 1.2 des présentes CGV, auquel se rattache le manquement (fait génératrice de responsabilité) allégué par l'Acheteur, sans pouvoir cependant dépasser la somme de deux millions d'euros par année calendaire, tout sinistre confondu, étant précisé qu'il s'agit d'un plafond

d'indemnisation maximale, même si le montant du dommage s'avérait supérieur.

10.3. Les produits commercialisés par OSRAM sont fabriqués avec la plus grande précision possible, sous réserve de tolérances usuelles dans le domaine concerné. Cependant OSRAM se réserve la possibilité de modifier, unilatéralement les caractéristiques des Produits vendus selon les perfectionnements préconisés par ses services ou ses fournisseurs et ce sans obligation de modifier les Produits précédemment livrés ou en cours de commandes.

11. Réserve et conformité à la réglementation relative aux contrôles des exportations

11.1 Si l'Acheteur transfère ou cède à un tiers les Produits fournis par OSRAM (matériel et/ou logiciel et/ou technologie ainsi que la documentation correspondante, indépendamment du mode de fourniture) ou les Travaux ou Prestations de services réalisés par OSRAM, l'Acheteur est tenu de respecter toutes les réglementations nationales et internationales en vigueur en matière de contrôle des exportations (et réexportations) – y compris, mais pas seulement, la réglementation relative au contrôle des exportations (et réexportations) de la France, de l'Allemagne, de l'Union Européenne, des États-Unis d'Amérique et des Nations-Unies.

11.2 Avant tout transfert ou cession, à un tiers, de Produits, de Travaux ou de Prestations de services fournis par OSRAM l'Acheteur devra, en particulier, vérifier et garantir par des mesures appropriées que :

- Ni un tel transfert ou une telle cession, ni un service de courtage ou d'intermédiation relatif à ces Produits, Travaux ou Prestations de services, ni la fourniture d'autres ressources relatives à ces Produits, Travaux ou Prestations de services, ne viole une mesure d'embargo imposée par l'Union européenne, les Etats-Unis d'Amérique et/ou l'Organisation des Nations Unies. Les restrictions aux affaires intérieures et l'interdiction de contourner ces embargos doivent également être observées ;
- De tels Produits, Travaux et Prestations de services n'ont pas vocation à être utilisés dans l'armement, la technologie ou les armes nucléaires, à moins que l'autorisation requise ne soit fournie (dans la mesure où un tel usage est interdit ou soumis à autorisation) ;
- Le commerce avec des personnes physiques, des personnes morales ou des organismes est conforme aux réglementations applicables à tous les tiers soumis aux restrictions de l'Union Européenne, des États-Unis d'Amérique et des Nations-Unies (Sanctioned Party Lists).

11.3 Clause de non-réexportation vers la Russie et de non-réexportation vers la Biélorussie

L'Acheteur s'engage et confirme qu'aucun Produit (tel que défini ci-dessus l'article 11.1 des présentes CGV) fourni ou mis à disposition par OSRAM et soumis à l'article 12g du règlement (UE) n° 833/2014 et à l'article 8g du règlement (CE) n° 765/2006 ne sera réexporté vers la Russie ou la Biélorussie ou ne sera réexporté pour être utilisé en Russie ou en Biélorussie. En cas de non-respect par l'Acheteur de cette obligation :

- OSRAM a le droit de résoudre, par voie de notification adressée par écrit à l'Acheteur, le contrat pour motif grave, avec effet immédiat et sans mise en demeure préalable lorsque ce manquement rend impossible le maintien de la relation contractuelle,
- OSRAM pourra refuser d'exécuter le contrat en application de l'article 1219 du Code civil relatif à l'exception d'exécution, qui permet à une Partie de refuser d'exécuter son obligation, même exigible, dans le cas où l'autre Partie n'exécute pas sa propre obligation et où cette inexécution est suffisamment grave - ce qui est le cas, par ex., lorsque l'inexécution est susceptible de remettre en cause la poursuite du contrat. La suspension d'exécution prendra effet immédiatement à la date à laquelle OSRAM adressera, par écrit, à l'Acheteur défaillant, une notification de manquement qui indiquera l'intention d'OSRAM de faire application de l'exception d'inexécution tant que l'Acheteur n'aura pas remédié au manquement constaté,
- et OSRAM a, en outre, l'obligation légale de signaler la violation de cette interdiction de réexportation aux autorités compétentes.

11.4 Obligation d'information

Si cela est nécessaire pour permettre aux autorités ou à OSRAM de procéder à des vérifications en matière de contrôle des exportations, l'Acheteur devra, sur demande de OSRAM, lui fournir dans les plus brefs délais toutes les informations relatives au client final, à la destination finale et à l'usage final des Produits fournis par OSRAM, ainsi que des Travaux et / ou Prestations de services réalisés par OSRAM, ainsi que toutes les restrictions existantes en matière de contrôle des exportations.

11.5 Clause de réserve

L'exécution du contrat par OSRAM est subordonnée à la condition qu'aucun obstacle résultant de dispositions nationales ou internationales du droit du commerce extérieur, ainsi que de dispositions d'embargo et/ou d'autres sanctions ne s'opposent à cette exécution.

En conséquence, OSRAM sera en droit de ne pas remplir ses obligations et de ne pas exécuter le contrat si une réglementation nationale ou internationale ou toute autre contrainte impérative, relative au commerce national ou international, à l'importation ou à l'exportation, à des

obligations douanières, ou si des mesures d'embargos ou toutes autres sanctions, s'opposait ou contrevenait à la validité ou à l'exécution de ses obligations.

11.6 L'Acheteur garantit OSRAM contre tout recours, procédures, actions, amende, perte, frais résultant de l'inobservation et/ou de la violation par l'Acheteur de la réglementation en matière de contrôle des exportations. L'Acheteur indemnisera OSRAM pour tous dommages y afférents.

12. Force Majeure – Imprévision

12.1 Est considéré comme un cas de force majeure empêchant l'exécution de son obligation par OSRAM, tout évènement échappant au contrôle de OSRAM, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées. En tout état de cause constituent des cas de force majeure et ce sans que les caractères susmentionnés ne soient nécessairement remplis, les grèves totales ou partielles, les arrêts de travail ou les lock-out entravant la bonne marche de OSRAM ou celle de l'un de ses fournisseurs, sous-traitants ou transporteurs, ainsi que l'interruption ou la diminution significative des transports, de la fourniture d'énergie, de matières premières et des pièces détachées par nos fournisseurs, les pénuries de combustibles, les pénuries de main-d'œuvre, les défaillances ou arrêts des télécommunications ou des systèmes d'information, les destructions d'équipements, les intempéries, les catastrophes naturelles, les inondations, les incendies, les explosions, les incidents nucléaires, les mobilisations militaires, les guerres, les rébellions, les soulèvements, les invasions, les révolutions, les actes de terrorisme, les sabotages ou piraterie, les troubles civils, les blocus, les insurrections, les réquisitions, les émeutes, les refus, diminutions ou retraits de licence d'importation ou d'exportation, l'interdiction ou l'embargo d'importation ou d'exportation, les sanctions (y compris internationales) ou tous actes, lois, règlements, injonctions ou obligations adoptés ou imposée par une autorité étatique, par l'Union européenne, par l'ONU ou par toute autre organisation intergouvernementale qui affectent directement OSRAM (ou l'un de ses fournisseurs, sous-traitants ou transporteurs) et/ou rendent illégale l'exécution par OSRAM ((ou par l'un de ses fournisseurs, sous-traitants ou transporteurs) de tout ou partie de ses obligations contractuelles, les crises sanitaires, les épidémies et les pandémies. En cas de survenance d'un cas de force majeure, OSRAM préviendra par écrit dans les meilleurs délais l'Acheteur de la survenance de l'évènement. Le contrat liant OSRAM et l'Acheteur, sera suspendu de plein droit, sans indemnité, à compter de la date de survenance de l'événement. L'Acheteur renonce,

par avance, au droit de demander la résolution judiciaire du contrat dont l'inexécution est due à un cas de force majeure. De même et par dérogation à l'article 1226 du Code civil, l'Acheteur ne peut pas provoquer ou prétendre à la résolution du contrat dont l'inexécution est due à un cas de force majeure. Toutefois si l'évènement venait à durer plus de trois mois à compter de la date de survenance de celui-ci, le contrat liant OSRAM et l'Acheteur pourra être résolu par la partie la plus diligente sans qu'aucune des parties puissent prétendre à l'octroi de dommages et intérêts. »

12.2 En cas de changement imprévisible lors de la conclusion du contrat de circonstances économiques, légales, commerciales et monétaires, rendant l'exécution du contrat excessivement onéreuse pour OSRAM, OSRAM pourra demander à l'Acheteur la renégociation du contrat. Cette demande s'opère par lettre recommandée avec accusé de réception relatant l'ensemble des données chiffrées qui en justifient le bien-fondé.

Chaque partie s'engage alors à renégocier le contrat de bonne foi, de manière à parvenir à un accord, lequel, réalisant l'aménagement des conditions du contrat initial, n'aura aucune portée novatoire. Si en dépit des efforts des parties, aucun accord n'a pu être trouvé dans les 3 mois de la demande de renégociation, OSRAM peut alors mettre fin librement au contrat, sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception. La résolution du contrat prend alors effet trois mois après la réception de ladite lettre.

Pendant toute la durée des négociations, le contrat se poursuit aux conditions initialement définies.

13. Confidentialité

L'Acheteur reconnaît que toutes les données techniques, commerciales et financières communiquées par OSRAM entre le moment de la négociation et celui de l'exécution du contrat sont de nature confidentielle et ne doivent pas être divulguées à des tiers ni être utilisées à d'autres fins que celles auxquelles elles étaient destinées, même à défaut de conclusion du contrat.

L'Acheteur s'engage également à la confidentialité la plus totale, sans limitation de durée, en s'interdisant de divulguer, directement ou indirectement, le contenu des contrats conclus avec OSRAM en application des présentes CGV, ainsi que quelques informations, connaissances ou savoir-faire que ce soient concernant OSRAM et ses modalités de fonctionnement auxquels l'Acheteur aura pu avoir accès dans le cadre de la conclusion et de l'exécution de ces contrats, à moins que ledit contenu contractuel ou lesdites informations, connaissances ou savoir-faire ne

soient tombés dans le domaine public ou que leur divulgation soit rendue nécessaire en vertu d'un règlement particulier ou d'une injonction administrative ou judiciaire. Les données confidentielles communiquées par l'Acheteur à OSRAM peuvent être divulguées à toute autre société du groupe auquel appartient OSRAM.

14. Propriété intellectuelle

14.1 OSRAM ou les sociétés du groupe auquel elle appartient sont titulaires de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux Produits vendus.

14.2 Les Produits vendus par OSRAM ne pourront être revendus que dans leur présentation d'origine et dans des conditions conformes à leur image de marque et à leurs spécificités.

14.3 L'Acheteur garantit qu'il respectera les droits de propriété intellectuelle (marques, brevets, dessins et modèles, etc.) dont OSRAM ou les sociétés du groupe auquel elle appartient sont titulaires, dont il déclare avoir parfaite connaissance et s'engage en conséquence à ne pas les utiliser sans accord express de OSRAM. Tout usage sans son autorisation, notamment en dépit de l'expiration d'un contrat, pourra donner lieu à des poursuites judiciaires.

14.4 L'Acheteur qui aurait connaissance d'une violation de l'un des droits de propriété intellectuelle dont OSRAM ou les sociétés du groupe auquel elle appartient sont titulaires devra en informer immédiatement OSRAM.

15. Changement de contrôle – Transfert du contrat

15.1 OSRAM pourra céder ou transférer, à titre gratuit ou onéreux, les contrats conclus avec l'Acheteur conformément à l'article 1.2 des présentes CGV ainsi que les droits et obligations en résultant, à tout successeur de son choix (tel qu'un successeur dans l'activité à laquelle lesdits contrats se rapportent, un acquéreur de tout ou d'une partie substantielle de cette activité ou encore toute société du Groupe auquel OSRAM appartient au jour de la cession ou du transfert), à quelque titre et sous quelque forme que ce soit (notamment sous forme de cession de fonds de commerce, d'apport en société, de cession de titres).

15.2 L'Acheteur déclare donner par avance son accord à cette cession ou à ce transfert

15.3 Cette faculté de substitution pourra être exercée par OSRAM à tout moment. Elle prendra ses effets vis-à-vis de l'Acheteur à compter du moment où celui-ci aura été informé par écrit de la cession ou du transfert de contrat par

OSRAM. Cet écrit indiquera l'identité et les coordonnées du successeur ainsi que la date d'effet de la substitution.

15.4 L'Acheteur déclare consentir par avance à ce que cette cession ou ce transfert libère OSRAM pour l'avenir.

16. Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter les règles applicables en matière de protection des données à caractère personnel, en particulier les dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et des lois locales en matière de protection des données à caractère personnel.

OSRAM et l'Acheteur s'engagent à traiter les données à caractère personnel de manière légale et transparente, de bonne foi et uniquement aux fins de l'exécution du contrat. Toute autre utilisation des données à caractère personnel, en particulier à des fins autres propres à OSRAM ou à l'Acheteur ou au bénéfice ou le compte de tiers est interdite.

L'Acheteur s'engage à remettre à OSRAM sa politique de protection des données personnelles relative aux traitements en lien avec le contrat conclu entre OSRAM et l'Acheteur, chaque année au plus tard lors de sa 1ere commande annuelle et lors de chaque modification de cette politique.

OSRAM, en sa qualité de Responsable de Traitement, met en œuvre un traitement des données à caractère personnel à l'égard de l'Acheteur pour les finalités suivantes :

- Toutes les opérations nécessaires à l'exécution des mesures pré-contractuelles ou du contrat (gestion des devis, des commandes, de la livraison des produits, du recouvrement)
- Facturation
- Comptabilité
- Obligations légales de vigilance

A ce titre, OSRAM traite les catégories de données à caractère personnel suivantes :

- Données de contact professionnelles : nom, prénom, téléphone (fixe et/ou mobile), fax, email, fonctions des collaborateurs (dirigeants, salariés, stagiaires, intérimaires ou autres personnes externes à l'Acheteur travaillant pour son compte)
- Données d'état civil des dirigeants des personnes morales cocontractantes figurant sur les extraits de Registre du Commerce et des Sociétés (date et lieu de naissance, nationalité, adresse privée).

Les personnes concernées par ces traitements disposent, conformément à la réglementation en vigueur, des droits

suivants à l'égard de OSRAM :

- un droit d'accès aux données les concernant ;
- un droit de rectification de ces données ;
- un droit à la limitation du traitement de ces données ;
- un droit à l'effacement de ces données ;
- un droit à la portabilité de ces données.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 21 du Règlement européen sur la protection des données, les personnes concernées disposent également :

- du droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'intérêt légitime de la société OSRAM,
- ainsi que du droit de s'opposer à tout moment au traitement des données à caractère personnel les concernant à des fins de prospection commerciale.

De plus amples informations relatives à la politique générale de protection des données à caractère personnel de OSRAM ou, de manière plus particulière, à sa politique en la matière relative à ses partenaires commerciaux, sont disponibles sous le lien suivant :

IDU pour la filière EEE (ECOSYSTEM) : FR022336_05IDZQ / IDU pour la filière Recyclage Emballages (CITEO) : FR215788_01FYQQ / IDU pour la filière Recyclage Piles (COREPILE) : FR022336_06OTU9 (Art. L. 541-10-13 Code de l'environnement) / IDU pour la filière des Déchets d'Élément d'Ameublement (Valdelia) : FR022336_10Y78T

<https://www.osram.fr/cb/services/politique-de-confidentialite/index.jsp>

17. Juridiction compétente – droit applicable

17.1 Tout différend au sujet de l'application des présentes conditions générales de vente et de leur interprétation ainsi que tout différend relatif à la formation, l'interprétation, l'exécution et la cessation pour quelque cause que ce soit (y compris pour rupture brutale des relations commerciales établies) des contrats conclus entre OSRAM et l'acheteur, sera exclusivement porté devant le tribunal compétent de Strasbourg, même en cas de demande incidente, d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs, sous réserve des compétences des juridictions spécialisées. Dans ce dernier cas, seront compétentes les juridictions spécialisées désignés pour le ressort de la cour d'appel de Colmar.

17.2 Toute question relative aux présentes conditions générales de vente ainsi qu'aux ventes qu'elles régissent, qui ne serait pas traitée par les présentes stipulations contractuelles, sera régie exclusivement par la loi française à l'exclusion de la Convention des Nations Unies sur les contrats de ventes internationales de marchandises signée à Vienne le 11 avril 1980.